

Cote du document: EB 2022/135/INF.8
Date: 26 avril 2022
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Discours d'ouverture du Président, Gilbert F. Houngbo

Conseil d'administration — Cent trente-cinquième session
Rome, 25-27 avril 2022

Pour: **Information**

Excellences, Mesdames et Messieurs,

La dernière fois que nous nous sommes réunis, en décembre dernier, nul d'entre nous n'aurait évidemment pu prévoir qu'en avril, quatre mois après, nous aurions à vivre une guerre en Ukraine, guerre dont des millions de civils ressentent aujourd'hui les ravages et dont les répercussions mondiales, du point de vue de la sécurité alimentaire et de la pauvreté, sont dramatiques et profondes.

Reprenant les propos du Secrétaire général de l'ONU, je souhaiterais moi aussi appeler à faire taire les armes et à laisser sa chance à la paix.

Voilà deux ans déjà, je vous disais: hier les changements climatiques, aujourd'hui la COVID-19 et demain, quelle crise encore inconnue l'avenir ne nous réserve-t-il pas? Notre monde est complexe, changeant, incertain.

Choc après choc, les femmes et hommes démunis du monde en développement voient de nouveau vaciller leur sécurité alimentaire et risquent de sombrer encore plus profondément dans la pauvreté.

Le cours des denrées alimentaires a pris 34% en un an à peine. Celui du pétrole a augmenté de 60%. Celui du gaz et des engrais a plus que doublé.

C'est en des heures comme celles que nous vivons que nous prenons amèrement conscience de notre humanité commune.

Jamais il n'avait été aussi important de consolider la résilience des personnes les plus pauvres et les plus vulnérables.

Changements climatiques. Pandémie. Conflit. Chocs financiers. À chaque fois, ce sont de nouvelles souffrances et tragédies. Or à trop fixer le regard, on finit par oublier qu'une crise chasse la précédente.

Il faut investir non seulement dans le relèvement et la reconstruction, mais aussi dans la résilience à moyen et long terme, de sorte que les personnes les plus pauvres et les plus vulnérables du monde puissent résister aux chocs d'aujourd'hui et demain, et gagner toujours en qualité de vie.

Les mesures à prendre au plan global ne font pas débat dans la communauté internationale – appui financier et politique aux pays vulnérables, allègement des pressions sur la balance des paiements, maintien du flux des échanges et du fonctionnement des marchés des matières premières. Il a beaucoup été question d'un accord visant à préserver le commerce international de denrées alimentaires et d'engrais.

L'opinion internationale devrait pourtant s'intéresser plus énergiquement aux investissements nécessaires dans l'agriculture et les zones rurales, au niveau local, microéconomique.

Il nous faut des initiatives ciblant le bas de la pyramide, là où la pauvreté et la faim sont les plus répandues.

N'oublions pas le rôle de ces producteurs dont dépendent tant de bouches et qui contribuent à la viabilité des systèmes alimentaires. Les petits paysans, qui exploitent 11% environ des terres agricoles de la planète, produisent un tiers environ de la totalité des calories.

Les investissements au niveau microéconomique, au profit de ces petits paysans, comptent tout autant que ceux faits au niveau macroéconomique, si toutefois nous voulons éviter d'aggraver la crise par davantage d'inégalités et de vulnérabilités.

Je ne saurais trop insister sur ce point. Il nous faut des initiatives profitant au bas de la pyramide. Telle est précisément la place qu'occupe le FIDA dans l'architecture de développement: investir au niveau microéconomique, et faire le lien avec le niveau macroéconomique.

Chers collègues,

Vous ne l'ignorez pas, le FIDA a une longue expérience du relèvement et de la consolidation de la résilience. Face aux répercussions du conflit en Ukraine, nous lançons une initiative de riposte à la crise. Le but est de préserver les acquis du développement et les moyens d'existence des ménages et producteurs ruraux pauvres concernés par nos projets, tout en renforçant leur résilience à ce nouveau choc, l'accent étant mis sur les pays les plus pauvres et les plus affectés. Il me tarde d'en parler plus longuement avec vous dans la journée.

À la présente session du Conseil d'administration, vous serez saisis d'un document budgétaire dans lequel sont présentées les perspectives à moyen terme pour 2023-2025. On y trouve un aperçu des coûts effectifs et prévus de la décentralisation 2.0, ainsi qu'une esquisse de démarche à suivre concernant l'accent mis sur la stratégie et les résultats et le classement des priorités.

En partant de cette analyse, et compte tenu des facteurs de coûts et du nécessaire souci de viabilité financière à long terme, le FIDA propose trois scénarios budgétaires pluriannuels.

Il nous tarde d'entendre votre avis sur ces scénarios.

Vous serez aussi saisis d'un document sur la participation du FIDA à l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés et sur la suite des opérations. Ce document est complété par une étude sur le Soudan et la Somalie.

Alors que nous nous apprêtons à examiner ces documents, j'espère que les membres auront à l'esprit le besoin pour le FIDA d'agir dans le même sens que les autres institutions financières internationales, d'une part, et, d'autre part, de préserver son bilan et sa cote de crédit. Il importe en particulier de décider que faire au Soudan, sachant qu'il serait délicat de se montrer accommodant alors que le Club de Paris a suspendu tout allègement bilatéral de la dette après le coup d'État militaire dans le pays.

Fort de son expertise du financement de l'agriculture et du développement rural, le FIDA est particulièrement bien placé pour épauler les efforts mondiaux de transformation des systèmes alimentaires et d'élimination de la faim.

Pour y contribuer, les membres comme la direction doivent agir pour donner au Fonds davantage de moyens opérationnels et financiers – par exemple par le Cadre d'emprunt intégré et par une attention plus soutenue accordée au financement climatique. Malgré tout, le niveau de capital du FIDA est bien en deçà de ce qu'il faudrait pour améliorer et doubler notre impact auprès de celles et ceux que nous servons: les populations rurales pauvres et les petits exploitants agricoles.

Notre dialogue stratégique sera le coup d'envoi d'une délibération sur une vision à long terme de la manière dont le rôle essentiel du Fonds au niveau mondial peut être financé durablement.

J'attends donc avec impatience nos délibérations en séance officielle, qui pourront si nécessaire se prolonger pendant les journées de réflexion du Conseil d'administration.

Je me permets enfin de faire le bilan de la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12).

Il me faut avant tout saluer le niveau très élevé de contributions de base que les États membres ont à nouveau fourni. À ce jour, 96 États membres ont versé en tout à ce titre 1,219 milliard d'USD.

Nous sommes infiniment reconnaissants à toutes celles et tous ceux parmi vous qui ont concrétisé leurs annonces sous forme d'instruments de contribution. Il nous manque toutefois encore 81 millions d'USD pour pouvoir maintenir le programme de prêts et dons, à hauteur de 3,5 milliards d'USD, qui était pourtant l'hypothèse de programmation pour FIDA12.

Mesdames et Messieurs,

Vous ne l'ignorez pas, je quitterai à l'automne le Fonds pour diriger le Bureau international du Travail. Je tiens à remercier humblement le Conseil de m'avoir appuyé et de s'être tenu à mes côtés tout au long de mon mandat. Je saisis aussi cette occasion pour redire que je continuerai de servir le Fonds avec zèle pendant les derniers mois de mon mandat et même après. Je ferai de mon mieux pendant ces mois pour assurer une transition en douceur.

Avec votre appui constant, je suis certain que le FIDA continuera dans les années à venir de consolider les acquis, de réaliser sa noble mission et d'œuvrer à l'avènement d'un monde où aucune personne vivant en milieu rural ne doive endurer la pauvreté ni la faim.

Je vous remercie de votre attention.